

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 483

[C — 2007/11001]

21 DECEMBRE 2006. — Arrêté royal régissant l'entrée en vigueur des articles 124; 133, 2° et 3°; 134, 1°, 3° et 4° et 135, 1°, 2° et 4° de la loi du 20 juillet 2006 portant des dispositions diverses

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juillet 2006 portant des dispositions diverses, notamment l'article 138;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 octobre 2006;

Vu l'avis n° 41.553/3 du Conseil d'Etat donné le 14 novembre en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* :

1° les articles 124; 133, 2° et 3°; 134, 1°, 3° et 4° et 135, 1°, 2° et 4° de la loi du 20 juillet 2006 portant des dispositions diverses;

2° le présent arrêté.

Art. 2. Notre Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Energie,
M. VERWILGHEN

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 483

[C — 2007/11001]

21 DECEMBER 2006. — Koninklijk besluit tot regeling van de inwerkingtreding van de artikelen 124; 133, 2° en 3°; 134, 1°, 3° en 4° en 135, 1°, 2° en 4° van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 138;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 20 oktober 2006;

Gelet op het advies nr. 41.553/3 van de Raad van State gegeven op 14 november 2006 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Op de voordracht van Onze Minister van Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Op de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt treden in werking :

1° de artikelen 124; 133, 2° en 3°; 134, 1°, 3° en 4° en 135, 1°, 2° en 4° van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen;

2° dit besluit.

Art. 2. Onze Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Energie,
M. VERWILGHEN

**AGENCE FEDERALE
POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE**

F. 2007 — 484

[C — 2007/22081]

22 JANVIER 2007. — Arrêté ministériel portant des mesures temporaires en vue de la prévention des maladies épizootiques du porc

Le Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, notamment l'article 9bis, inséré par la loi du 21 décembre 1994 et remplacé par la loi du 27 décembre 2005;

Vu l'arrêté ministériel du 16 décembre 1999 portant des mesures temporaires en vue de la prévention de maladies épizootiques du porc, modifié par les arrêtés ministériels des 19 avril 2002 et 5 avril 2006;

Vu l'arrêté ministériel du 24 mars 2000 portant des mesures spéciales temporaires en vue de la prévention de la peste porcine africaine et de la peste porcine classique, modifié par l'arrêté ministériel du 19 avril 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989, et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la menace d'apparition de foyers ou d'introduction du virus de la peste porcine classique dans les exploitations porcines de plusieurs Etats membres, il est nécessaire d'adopter des mesures de surveillance et de prévention plus adaptées afin d'éviter l'introduction de la maladie sur le territoire belge;

**FEDERAAL AGENTSCHAP
VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN**

N. 2007 — 484

[C — 2007/22081]

22 JANUARI 2007. — Ministerieel besluit houdende tijdelijke maatregelen ter voorkoming van epizoötische ziekten van varkens

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, inzonderheid op artikel 9bis, ingevoegd bij de wet van 21 december 1994 en vervangen bij de wet van 27 december 2005;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 december 1999 houdende tijdelijke maatregelen ter voorkoming van epizoötische varkensziekten, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 19 april 2002 en 5 april 2006;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 maart 2000 houdende bijzondere tijdelijke maatregelen ter voorkoming van de Afrikaanse varkenspest en de klassieke varkenspest, gewijzigd door het ministerieel besluit van 19 april 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989, en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de dreiging van het voorkomen van uitbraken of de insleep van het klassiek varkenspestvirus in de varkensbedrijven in een aantal lidstaten is het noodzakelijk om beter aangepaste maatregelen met betrekking tot toezicht en preventie aan te nemen om het binnenbrengen van de ziekte op Belgisch grondgebied te vermijden;

Considérant l'adhésion prochaine de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne;

Considérant la découverte récente de sangliers viropositifs dans le Land de Nordrhein-Westfalen;

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. AFSCA : l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;
2. UPC : unité provinciale de contrôle;
3. maladie épizootique du porc : maladie vésiculeuse du porc, peste porcine africaine, peste porcine classique, fièvre aphteuse;
4. foyer : confirmation d'une maladie épizootique du porc chez un ou plusieurs porcs détenus en captivité;

5. zone à risque : zone dans laquelle des mesures de lutte ou de prévention sont d'application suite à la détection d'un foyer de maladie épizootique du porc et délimitée ou dénommée telle par les autorités nationales du pays concerné ou par la Commission européenne. Les coordonnées ou la description des zones à risque sont consultables sur le site internet www.afsca.be et sont disponibles sur simple demande à l'AFSCA;

6. association : une association ou fédération d'associations de lutte contre les maladies des animaux, agréée en application du chapitre II de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux;

7. ARSIA : "Association régionale de Santé et d'Identification animales - ASBL" est une des associations définies au point 6;

8. DGZ : "Dierengezondheidszorg Vlaanderen - VZW" est une des associations définies au point 6.

Art. 2. § 1^{er}. Dès le retour sur le territoire du Royaume, tout transporteur dont le véhicule a transporté des porcs vers ou en provenance d'Allemagne, d'Italie, de Slovaquie, de Bulgarie, de Roumanie, d'un pays tiers ou d'une zone à risque située dans un Etat membre de l'Union européenne, est tenu d'en informer sans délai l'UPC du lieu où se situe le siège de l'exploitation du transporteur, et ce quelle que soit la destination finale du transport.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 9 juillet 1999 relatif aux conditions d'enregistrement des transporteurs et d'agrément des négociants, des points d'arrêt et des centres de rassemblement, un nettoyage et une désinfection supplémentaires des moyens de transport mentionnés au § 1^{er} doivent être effectués sous surveillance officielle, avant de pouvoir charger à nouveau des porcs. Le nettoyage et la désinfection supplémentaires doivent être effectués sans délai et au plus tard dans les trois jours ouvrables qui suivent le retour du moyen de transport sur le territoire du Royaume à l'endroit prévu au siège de l'exploitation du transporteur, sous la surveillance officielle d'un vétérinaire agréé, désigné par l'UPC qui a la compétence territoriale. Le nettoyage et la désinfection sous surveillance officielle sont effectués suivant la procédure et avec les moyens de désinfection prescrits par l'UPC.

§ 3. Le vétérinaire agréé, chargé de la surveillance officielle du nettoyage et de la désinfection du moyen de transport, certifie le nettoyage et la désinfection au volet prévu du document d'assainissement repris en annexe I et le remet au transporteur.

§ 4. Après le nettoyage et la désinfection supplémentaires, le transporteur transmet sans délai le double du document d'assainissement à l'UPC. L'original du document d'assainissement est à conserver par le transporteur pendant une période d'un an minimum.

Art. 3. L'accès à tout endroit ou exploitation où sont détenus des porcs est interdit à tout véhicule, toute personne et tout matériel qui, dans les 72 heures précédentes soit a été en contact avec des porcs originaires d'une zone à risque, soit s'est rendu dans un endroit où une exploitation située dans une zone à risque où sont détenus des porcs. Cette interdiction n'est pas d'application pour :

- le personnel de l'AFSCA et les personnes qui travaillent sous leurs ordres, dans le cadre de leurs activités de travail;
- le personnel d'autres autorités compétentes et les personnes qui travaillent sous leurs ordres, dans le cadre de leurs activités de travail.

Ces personnes sont tenues de mettre des survêtements et des bottes de l'exploitation avant d'entrer dans les bâtiments où les porcs sont logés et de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter toute dispersion de l'agent infectieux.

Overwegende de nakende toetreding van Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie;

Overwegende de recente ontdekking van viropositieve gevallen bij everzwijnen in de deelstaat Noord-Rijnland-Westfalen;

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. FAVV : het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;
2. PCE : provinciale controle-eenheid;
3. epizoötische ziekten van varkens : vesiculaire varkensziekte, Afrikaanse varkenspest, klassieke varkenspest, mond- en klauwzeer;
4. haard : bevestiging van een epizoötische ziekte bij een of meerdere of in gevangenschap gehouden varkens;

5. risicogebied : gebied waarbinnen ten gevolge van een uitbraak van een epizoötische ziekte van varkens bestrijdingsmaatregelen van toepassing zijn en dat door de nationale overheid van het betrokken land of door de Europese Commissie werd afgebakend of als dusdanig werd benoemd. De coördinaten en/of de beschrijving van de risicogebieden zijn terug te vinden op de website www.favv.be en worden op eenvoudige aanvraag bij het FAVV ter beschikking gesteld;

6. vereniging : een vereniging of verbond van verenigingen tot bestrijding van dierenziekten, erkend in toepassing van hoofdstuk II van de dierengezondheidswet van 24 maart 1987;

7. ARSIA : "Association régionale de Santé et d'Identification animales - ASBL" is één van de verenigingen bepaald in punt 6;

8. DGZ : "Dierengezondheidszorg Vlaanderen - VZW" is één van de verenigingen bepaald in punt 6.

Art. 2. § 1. Elke vervoerder, die verantwoordelijk is voor een voertuig dat varkens heeft vervoerd bestemd voor of herkomstig van Duitsland, Italië, Slowakije, Bulgarije, Roemenië, een derde land of een risicogebied in een Lidstaat van de Europese Unie, is, ongeacht de eindbestemming, verplicht dit bij terugkeer op het grondgebied van het Rijk onverwijld te melden aan de PCE die territoriaal bevoegd is voor de plaats waar de zetel van de vervoersonderneming is gevestigd.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 9 juli 1999 betreffende de erkenningsvoorwaarden van vervoerders, handelaars, stopplaatsen en verzamelcentra, moet er een bijkomende reiniging en ontsmetting onder officieel toezicht worden uitgevoerd van de voertuigen vermeld in § 1 vóór er opnieuw varkens mogen worden geladen. De bijkomende reiniging en ontsmetting moeten onverwijld en ten laatste binnen de drie werkdagen volgend op de terugkeer van het vervoermiddel op het grondgebied van het Rijk worden uitgevoerd op de daartoe ingerichte plaats van de bedrijfszetel van de vervoerder, onder officieel toezicht van een erkende dierenarts die daartoe door de territoriaal bevoegde PCE werd aangeduid. De reiniging en de ontsmetting onder officieel toezicht worden uitgevoerd volgens de procedure en met de ontsmettingsmiddelen voorgeschreven door de PCE.

§ 3. De erkende dierenarts, belast met het officieel toezicht op de reiniging en ontsmetting van het vervoermiddel, certificeert de reiniging en ontsmetting in het daartoe voorziene luik van het document voor gezondmaking vastgesteld in bijlage I en overhandigt het document aan de vervoerder.

§ 4. Na de bijkomende reiniging en ontsmetting zendt de vervoerder het dubbel van het document voor gezondmaking onverwijld naar de PCE. Het origineel van het document voor gezondmaking wordt door de vervoerder gedurende ten minste één jaar bewaard.

Art. 3. De toegang tot alle plaatsen of bedrijven waar varkens worden gehouden, is verboden voor elk voertuig, elke persoon en alle materiaal die in de 72 uren voordien in contact zijn geweest met varkens afkomstig uit een risicogebied of op een plaats of bedrijf in een risicogebied zijn geweest waar varkens worden gehouden. Dit verbod geldt niet voor :

- in het kader van hun werkzaamheden, het personeel van het FAVV en de personen die in opdracht van deze werken;
- in het kader van hun werkzaamheden, het personeel van andere bevoegde overheden en de personen die in opdracht van deze werken.

Deze personen zijn ertoe gehouden bedrijfseigen overkledij en laarzen te dragen bij het betreden van de stallen en alle mogelijke voorzorgen te nemen om de verspreiding van het besmettelijke agens te voorkomen.

Art. 4. § 1^{er}. L'introduction de porcs vivants sur le territoire belge en provenance d'Allemagne, d'Italie, de Slovaquie, de Bulgarie, de Roumanie, de pays tiers ou d'une zone à risque située dans un Etat membre de l'Union européenne n'est autorisée qu'aux conditions suivantes :

1. Tous les porcs sont identifiés par une marque auriculaire de l'exploitation de provenance et, le cas échéant, par une marque auriculaire du ou des lieu(x) de rassemblement dans le(s)quel(s) ils ont séjourné.

2. Les porcs sont accompagnés d'un certificat sanitaire valable conformément au modèle prévu par l'arrêté royal du 30 avril 1999 relatif aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires de bovins et de porcins.

§ 2. Toute personne voulant introduire des porcs d'élevage et de rente en provenance d'Allemagne, d'Italie, de Slovaquie, de Bulgarie, de Roumanie, d'un pays tiers ou d'une zone à risque située dans un Etat membre de l'Union européenne doit, 48 heures avant l'arrivée de l'envoi, prévenir l'UPC compétente pour la commune dans laquelle se trouve le troupeau de destination, du lieu et du moment prévus d'arrivée.

§ 3. Toute personne qui introduit dans son troupeau des porcs d'élevage ou de rente en provenance d'Allemagne, d'Italie, de Slovaquie, de Bulgarie, de Roumanie, d'un pays tiers ou d'une zone à risque située dans un Etat membre de l'Union européenne est tenue d'avertir immédiatement l'UPC du lieu où se trouve le troupeau en mentionnant le nombre de porcs introduits et le numéro du certificat sanitaire.

Art. 5. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 15 février 1995 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de porcs à déclaration obligatoire, tout responsable qui introduit dans son troupeau des porcs d'élevage ou de rente en provenance d'Allemagne, d'Italie, de Slovaquie, de Bulgarie, de Roumanie, d'un pays tiers ou d'une zone à risque située dans un Etat membre de l'Union européenne est tenu :

1. de faire appel chaque semaine au vétérinaire d'exploitation pour examiner tous les porcs de son troupeau; le délai entre 2 visites successives doit être de minimum 5 jours et maximum 10 jours;

2. de transporter au centre de dépistage de DGZ ou d'ARSIA dans les 24 heures après leur mort, tous les cadavres des porcs, accompagnés d'un document de transport comme mentionné à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 15 février 1995. Lorsque les porcs meurent un samedi, dimanche ou un jour férié, les cadavres doivent être apportés au centre de dépistage le premier jour ouvrable suivant.

Les obligations mentionnées dans les points 1 et 2 doivent être maintenues jusqu'à l'avertissement du responsable par l'UPC que les résultats des examens sérologiques visés au § 2, point 4, sont négatifs.

§ 2. Le vétérinaire d'exploitation appelé en application du § 1^{er}, point 1, doit :

1. soumettre tous les porcs de l'exploitation à un examen clinique et effectuer un contrôle de l'identification des porcs et de l'inventaire;

2. inscrire la date et l'heure de chaque visite sur l'inventaire et y apposer sa signature et son cachet;

3. mentionner pour chaque visite de contrôle ses constatations dans un rapport de visite et transmettre celui-ci conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté royal du 15 février 1995;

4. prélever, entre le 14^e et le 21^e jour et entre le 35^e et le 42^e jour après l'arrivée, des échantillons sanguins aux porcs visés au § 1^{er}. Le nombre minimal d'échantillons à collecter doit permettre de détecter une prévalence de 10 % de cas, avec un niveau de fiabilité de 95 %.

5. envoyer les prises de sang et les documents d'accompagnement, les deux dûment identifiés par mention des numéros des marques auriculaires belges des porcs échantillonnés, au centre de dépistage provincial de DGZ ou d'ARSIA; l'AFSCA indique les analyses à effectuer sur les échantillons;

6. communiquer immédiatement à l'UPC concernée, toute constatation de symptôme clinique pouvant évoquer la présence d'une maladie à déclaration obligatoire des porcs ou toute irrégularité relative à l'identification et à l'enregistrement.

Art. 6. A l'exception du transport direct vers l'abattoir, la sortie de porcs d'un troupeau dans lequel ont été introduits des porcs en provenance d'Allemagne, d'Italie, de Slovaquie, de Bulgarie, de Roumanie, d'un pays tiers ou d'une zone à risque située dans un Etat membre de l'Union européenne est interdite jusqu'à ce que le

Art. 4. § 1. Het binnenbrengen van levende varkens op Belgisch grondgebied uit Duitsland, uit Italië, uit Slowakije, uit Bulgarije, uit Roemenië, uit een derde land of uit een risicogebied in een Lidstaat van de Europese Unie is slechts toegelaten onder de volgende voorwaarden :

1. Alle varkens zijn geïdentificeerd met een oormerk van het bedrijf van herkomst en desgevallend met een oormerk van elke verzamelplaats waar zij verbleven hebben.

2. De varkens zijn vergezeld van een geldig gezondheidscertificaat overeenkomstig het model voorzien in het koninklijk besluit van 30 april 1999 betreffende de veterinairerechtelijke voorschriften voor het intracommunautair verkeer van runderen en varkens.

§ 2. Elke persoon die fok- en gebruiksvarkens uit Duitsland, uit Italië, uit Slowakije, uit Bulgarije, uit Roemenië, uit een derde land of uit een risicogebied in een Lidstaat van de Europese Unie wenst binnen te brengen, dient 48 uren voorafgaand aan de aankomst van de zending, de PCE bevoegd voor de gemeente waar het beslag van bestemming gelegen is, op de hoogte te brengen van de voorziene bestemming en het tijdstip van aankomst.

§ 3. Elke persoon die fok- of gebruiksvarkens uit Duitsland, uit Italië, uit Slowakije, uit Bulgarije, uit Roemenië, uit een derde land of uit een risicogebied in een Lidstaat van de Europese Unie in zijn beslag binnenbrengt, is gehouden om onmiddellijk de PCE, bevoegd voor de plaats waar het beslag gelegen is, te verwittigen met vermelding van het aantal binnengebrachte varkens en het nummer van het gezondheidscertificaat.

Art. 5. § 1. Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 februari 1995 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en preventie van aangifteplichtige varkensziekten, moet elke verantwoordelijke die fok- of gebruiksvarkens uit Duitsland, uit Italië, uit Slowakije, uit Bulgarije, uit Roemenië, uit een derde land of uit een risicogebied in een Lidstaat van de Europese Unie in zijn beslag binnenbrengt :

1. de bedrijfsdierenarts wekelijks ontbieden om alle varkens van zijn beslag te laten onderzoeken; de termijn tussen twee opeenvolgende bezoeken moet ten minste 5 en mag ten hoogste 10 dagen zijn;

2. alle varkenskrengen binnen de 24 uren na de sterfte naar het opsporingscentrum van DGZ of van ARSIA overbrengen onder begeleiding van een vervoersdocument zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 15 februari 1995. Ingeval de varkens op een zaterdag, zondag of feestdag gestorven zijn, dan dienen de krengen naar het opsporingscentrum te worden gebracht op de eerstvolgende werkdag.

De verplichtingen vermeld in de punten 1 en 2 gelden tot de verantwoordelijke er door de PCE van in kennis wordt gesteld dat de resultaten van de bloedonderzoeken bedoeld in § 2, punt 4, negatief zijn.

§ 2. De bedrijfsdierenarts opgeroepen in toepassing van § 1, punt 1, moet :

1. alle varkens van het beslag aan een klinisch onderzoek onderwerpen en een controle uitvoeren van de identificatie van de varkens en van de inventaris;

2. de datum en tijdstip van elk bezoek inschrijven op de inventaris en er zijn handtekening en stempel op aanbrengen;

3. van elk controlebezoek zijn bevindingen vermelden in een bezoekrapport en dit rapport opsturen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 februari 1995;

4. tussen de 14^e en de 21^e dag en tussen de 35^e en 42^e dag na aankomst een bloedstaal nemen van de varkens bedoeld in § 1. Het minimum aantal te bemonsteren varkens moet voldoende zijn om een prevalentie van 10 % met een betrouwbaarheidsinterval van 95 % op te sporen.

5. de bloedstalen en de begeleidende documenten, met op beide duidelijk en correct vermeld de Belgische oormerknummers van de bemonsterde varkens, opsturen naar het opsporingscentrum van DGZ of ARSIA; het FAVV duidt de analyses aan die op deze stalen dienen te gebeuren;

6. iedere vaststelling van klinische symptomen die kunnen wijzen op de aanwezigheid van een aangifteplichtige varkensziekte of van onregelmatigheden betreffende identificatie en registratie onmiddellijk aan de bevoegde PCE melden.

Art. 6. Met uitzondering van rechtstreeks vervoer naar een slachthuis is de afvoer van varkens van een beslag waar varkens afkomstig uit Duitsland, uit Italië, uit Slowakije, uit Bulgarije, uit Roemenië, uit een derde land of uit een risicogebied in een Lidstaat van de Europese Unie werden binnengebracht, verboden, tot de verantwoordelijke er

responsable ait été averti par l'UPC que les résultats de tous les examens sérologiques visés à l'article 5, § 2, point 4 sont négatifs.

Art. 7. § 1^{er}. Tous les frais liés au nettoyage et à la désinfection prévus à l'article 2 sont à charge du transporteur.

§ 2. Tous les frais de visites hebdomadaires du vétérinaire d'exploitation, de prises d'échantillons et d'analyses sérologiques sont à charge du responsable.

Art. 8. Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 16 décembre 1999 portant des mesures temporaires en vue de la prévention de maladies épizootiques du porc, modifié par les arrêtés ministériels des 19 avril 2002 et 5 avril 2006;

2° l'arrêté ministériel du 24 mars 2000 portant des mesures spéciales temporaires en vue de la prévention de la peste porcine africaine et de la peste porcine classique, modifié par l'arrêté ministériel du 19 avril 2002.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 janvier 2007.

R. DEMOTTE

door de PCE van in kennis wordt gesteld dat de resultaten van alle serologische onderzoeken bedoeld in artikel 5, § 2, punt 4 negatief zijn.

Art. 7. § 1. Alle kosten verbonden aan de reiniging en ontsmetting voorzien in artikel 2 zijn ten laste van de vervoerder.

§ 2. Alle kosten voor de wekelijkse bezoeken van de bedrijfsdierenarts, voor de staalnames en voor de serologische onderzoeken zijn ten laste van de verantwoordelijke.

Art. 8. Worden opgeheven :

1° Het ministerieel besluit van 16 december 1999 houdende tijdelijke maatregelen ter voorkoming van epizoötische varkensziekten, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 19 april 2002 en 5 april 2006;

2° het ministerieel besluit van 24 maart 2000 houdende bijzondere tijdelijke maatregelen ter voorkoming van de Afrikaanse varkenspest en de klassieke varkenspest, gewijzigd door het ministerieel besluit van 19 april 2002.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 22 januari 2007.

R. DEMOTTE

Annexe I^{re}

Document d'assainissement des moyens de transport qui ont servi pour le transport de porcs en Allemagne, en Italie, en Slovaquie, en Bulgarie, en Roumanie, dans un pays tiers ou dans une zone à risque telle que définie dans le cadre de la lutte contre les maladies épizootiques du porc

1. Volet réservé au transporteur

Le soussigné,(nom et prénom du transporteur),

rue, n°(nom et prénom du transporteur),

code postal - commune(nom et prénom du transporteur),

N° sanitel du transporteur(nom et prénom du transporteur),

propriétaire du moyen de transport :

véhicule :(numéro dimmatriculation) (1)

remorque :(numéro dimmatriculation) (1)

destiné au transport de porcs, déclare être informé des dispositions de l'arrêté ministériel du..... portant des mesures temporaires en vue de la prévention de maladies épizootiques du porc, notamment qu'au plus tard dans les trois jours ouvrables qui suivent son retour d'Allemagne, d'Italie, de Slovaquie, de Bulgarie, de Roumanie, d'un pays tiers ou d'une zone à risque telle que définie dans le cadre de la lutte contre les maladies épizootiques du porc et avant tout autre transport de porcs, le moyen de transport susmentionné, doit être nettoyé et désinfecté sous la surveillance officielle d'un vétérinaire agréé, désigné par l'UPC, à l'endroit prévu du siège de mon exploitation.

Références du transport précité :

N° du certificat sanitaire(pays, lieu, date et heure)

Délivré :(pays, lieu, date et heure)

Nombre et catégorie de porcs :porcs d'abattage (1), porcs d'élevage (1) ou de rente (1)

Date du retour du moyen de transport(date et heure)

Fait à(date et heure), le(date et heure)

Nom et signature du transporteur,

(1) *biffer la mention inutile*

2. Volet réservé au vétérinaire agréé désigné :

Le soussigné, Dr(nom du vétérinaire agréé désigné), chargé de la surveillance officielle du nettoyage et de la désinfection des véhicules ayant transporté des porcs vers ou en provenance de..... (un des pays cités au volet 1), déclare que le moyen de transport :

véhicule :(numéro dimmatriculation) (1)

remorque :(numéro dimmatriculation) (1),

en provenance de(pays)

étant de retour le..... (date)

a été nettoyé et désinfecté conformément aux instructions de l'UPC,

le :(date et heure)

à(nom et adresse du lieu de désinfection)

avec le désinfectant(nom).

Fait à(date et heure), le(date et heure)

Cachet nominatif et signature du vétérinaire agréé, désigné :

(1) *biffer la mention inutile*

Le double du présent document d'assainissement dûment rempli et signé, doit être transmis par le transporteur sans délai à l'UPC.

L'original du présent document d'assainissement doit être conservé par le transporteur pendant une période d'un an au minimum.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 janvier 2007 portant des mesures temporaires en vue de la prévention des maladies épizootiques du porc

R. DEMOTTE

Bijlage I

Document voor de gezondmaking van vervoermiddelen die gediend hebben voor het vervoer van varkens in Duitsland, Italië, Slowakije, Bulgarije, Roemenië, in een derde land of risicogebieden afgebakend in het kader van de bestrijding van epizoötische varkensziekten

1. Luik voorbehouden aan de vervoerder :

Ondergetekende :(naam en voornaam van de vervoerder),
 straat, nr. :
 postcode – gemeente
 Sanitel nr. van de vervoerder :
 eigenaar van het vervoermiddel :

voertuig :(nummerplaat) (1)
 aanhangwagen :(nummerplaat) (1)

bestemd voor het vervoer van varkens, verklaart kennis te hebben genomen van de bepalingen van het ministerieel besluit van..... houdende tijdelijke maatregelen ter voorkoming van epizoötische varkensziekten, in het bijzonder dat ten laatste binnen de drie werkdagen volgend op de terugkeer uit Duitsland, Italië, Slowakije, uit Bulgarije, uit Roemenië, uit een derde land of uit een risicogebied zoals gedefinieerd in het kader van de bestrijding van epizoötische varkensziekten en vooraleer er opnieuw varkens worden geladen, moet bovenvermeld vervoermiddel, onder officieel toezicht van een door de PCE aangeduide erkende dierenarts, worden gereinigd en ontsmet op de daartoe voorziene plaats van mijn bedrijfszetel.

Referentiegegevens van het voornoemde transport :

Nr. van het gezondheidscertificaat :
 Afgeleverd :(land, plaats, datum en uur)
 Aantal en categorie varkens :.....slachtvarkens (1), fok- (1) of gebruiksvarkens (1)
 Datum van terugkeer van het vervoermiddel :
 Gedaan te,, de(datum en uur)

Naam en handtekening van de vervoerder,

(1) Het onnodige schrappen

2. Luik voorbehouden aan de aangeduide erkende dierenarts

Ondergetekende, Dr.(naam van de aangeduide erkende dierenarts),
 belast met het officieel toezicht op de reiniging en ontsmetting van voertuigen die varkens hebben vervoerd bestemd voor of afkomstig van..... (een van de landen genoemd in luik 1), verklaart dat het vervoermiddel :

voertuig :(nummerplaat) (1)
 aanhangwagen :(nummerplaat) (1),
 terug uit(land)
 op :(datum)
 werd gereinigd en ontsmet volgens de onderrichtingen van de PCE,
 op :(datum en uur)
 te :(naam en adres van de ontsmettingsplaats)
 met het ontsmettingsmiddel :(naam van het product).
 Gedaan te,, de(datum en uur)

Naam of naamstempel en handtekening van de aangeduide erkende dierenarts :

(1) Het onnodige schrappen

Het dubbel van het volledig ingevuld en ondertekend document voor gezondmaking moet door de vervoerder onverwijld worden overgemaakt naar de PCE.

Het origineel van het document voor gezondmaking moet gedurende ten minste één jaar worden bewaard door de vervoerder.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 januari 2007 houdende tijdelijke maatregelen ter voorkoming van epizoötische varkensziekten.